

SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Deuxième trimestre de l'année 2012

Entre le deuxième trimestre de l'année 2011 et la même période de 2012, 112 000 postes d'emploi ont été créés, résultat d'une création de 164 000 postes en milieu urbain et d'une perte de 52 000 postes en milieu rural. Les nouvelles créations d'emploi ont concerné principalement les services (110 000 postes) et les BTP (34 000 postes). Au niveau des services, ce sont les branches du «commerce de détail et réparation d'articles domestiques» (48 000 postes), les services personnels (30 000 postes) et les services d'éducation (19 000 postes) qui ont principalement contribué à la création d'emplois. En revanche, le «transport terrestre» et «hôtels et restaurants» sont les principales branches ayant enregistré des pertes d'emplois au niveau de ce secteur avec respectivement 42 000 et 13 000 postes perdus. Au sujet du taux de chômage, avec 12,3% en milieu urbain et 3,5% en milieu rural, il s'est établi au deuxième trimestre 2012 à 8,1% au niveau national contre 8,7% au même trimestre de l'année 2011. Le taux de sous emploi a également reculé de 10,8% à 9,6% au cours de la même période. Ce niveau relativement bas du taux de chômage, en comparaison avec le premier trimestre de 2012 (9,9%), reste conforme à la tendance traditionnellement constatée au cours des deuxièmes trimestres.

La population active âgée de 15 ans et plus a atteint, au deuxième trimestre de l'année 2012, 11.656.000 personnes, soit une légère hausse de 0,4% par rapport au même trimestre de l'année 2011 (+1,8% en milieu urbain et -1,1% en milieu rural). Le taux d'activité a baissé de 0,6 point, passant de 49,6% au deuxième trimestre de l'année 2011 à 49,0% au cours du même trimestre de l'année 2012. En matière d'emploi, 192 000 postes d'emploi rémunérés ont été créés au cours de la période, résultat d'une création de 148 000 postes en milieu urbain et de 44 000 postes en milieu rural. L'emploi non rémunéré, composé principalement d'aides familiales, a enregistré une baisse de 96 000 postes en zones rurales et une hausse de 16 000 postes en zones urbaines, soit au total 80 000 postes d'emploi perdus. Les pertes d'emplois non rémunérés ont été relevées principalement dans le secteur de l'«agriculture, forêt et pêche» (-86 000 postes dont plus des deux tiers sont des femmes).

En conséquence, le volume global de l'emploi est passé, entre les deux trimestres, de 10 595 000 à 10 707 000, soit une création nette de 112 000 postes (plus 164 000 postes en zones urbaines et moins 52 000 postes en zones rurales), et le taux d'emploi est passé de 45,2% à 45%. Il a augmenté de 0,4 point en milieu urbain (de 37,3% à 37,7%) et a diminué d'un point en milieu rural (de 57% à 56%).

Les services, les BTP et « l'agriculture, forêt et pêche » à l'origine des emplois créés

Au niveau sectoriel, les créations d'emplois ont concerné :
 • les «services» avec 110 000 postes, soit une hausse de l'emploi dans le secteur de 2,7%. Les nouveaux emplois ont été enregistrés essentiellement dans les branches du «commerce de détail et réparation d'articles domestiques» (48 000 postes), les services personnels (30 000 postes) et les services d'éducation (19 000 postes). Par contre, des pertes ont été enregistrées au niveau de certaines branches de ce secteur notamment le «transport terrestre» avec 42 000 postes et «hôtels et restaurants» avec 13 000 postes ;
 • les BTP avec 34 000 postes (+ 3,4%) ;
 • l'«agriculture, forêt et pêche» avec 9 000 postes (+0,2%).

En revanche, des pertes d'emploi ont été relevées au niveau du secteur de l'industrie (38 000 postes d'emploi, soit une baisse de 3% du volume d'emploi dans le secteur) et au niveau des activités mal désignées (3 000 postes).

En milieu urbain, à l'exception du secteur de l'industrie y compris l'artisanat qui a perdu 20 000 postes (soit -2%), tous les autres secteurs ont contribué à la création d'emplois :
 • les «services», 126 000 emplois créés, soit une hausse de 3,8% du volume d'emploi du secteur ;
 • l'«agriculture, forêt et pêche», 40 000 postes d'emplois, soit une hausse de 17,6% ;
 • les BTP, 16 000 postes d'emploi, soit une hausse de 2,5% ;
 • les «activités mal désignées», 2 000 postes.

En milieu rural, à l'exception du secteur des BTP qui a créé 18 000 postes, tous les autres secteurs ont perdu des emplois :
 • l'«agriculture, forêt et pêche», 31 000 emplois perdus, soit une baisse de 0,8% du volume d'emploi du secteur ;
 • l'industrie y compris l'artisanat, 18 000 postes perdus, soit une baisse de 8% ;
 • les «services», 16 000 postes perdus, soit une baisse de 2,3% ;
 • les «activités mal désignées», 5 000 postes perdus.

Baisse du chômage et du sous emploi

La population active en chômage a régressé de 6,5% au niveau national passant de 1 015 000 au deuxième trimestre de l'année 2011 à 949 000 chômeurs au même trimestre de l'année 2012, soit 66 000 chômeurs en moins (57 000 en milieu urbain et 9 000 en milieu rural). En conséquence, le taux de chômage est passé de 8,7% à 8,1%, entre les deux périodes. Selon le milieu de résidence, il est passé de 13,5% à 12,3% en milieu urbain et de 3,6% à 3,5% en milieu rural. Les baisses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées en milieu urbain notamment parmi les femmes (-1,9 point) et les adultes âgés de 35 à 44 ans (-1,6 point).

Concernant le profil de la population active en chômage, quatre chômeurs sur cinq (80%) sont des citadins, deux sur trois (68,9%) des jeunes âgés de 15 à 29 ans, un sur quatre est diplômé de niveau supérieur (26,2%), un sur deux (55%) est primo-demandeur d'emploi et près de deux sur trois (67,1%) chôment depuis plus d'une année. Par ailleurs, 25,6% des chômeurs se sont retrouvés dans cette situation suite à l'arrêt de l'activité de leur établissement ou au licenciement, 21,4% suite à l'obtention d'un diplôme et 18,2% suite à l'arrêt des études sans obtenir de diplôme.

Concernant le sous emploi des actifs occupés âgés de 15 ans et plus, son volume a régressé, entre les deux périodes, de 1 139 000 à 1 027 000 personnes (de 510 000 à 475 000 personnes dans les villes et de 629 000 à 552 000 dans les campagnes) et le taux de sous emploi est passé de 10,8% à 9,6% (de 9,7% à 8,8% dans les villes et de 11,7% à 10,4% dans les campagnes).

INDICATEURS TRIMESTRIELS D'ACTIVITE ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

INDICATEURS	(les effectifs en milliers et les taux en %)					
	2 ^{ème} TRIMESTRE 2011			2 ^{ème} TRIMESTRE 2012		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)						
Population active (en milliers)	6 055	5 555	11 610	6 162	5 494	11 656
Taux de féminisation de la population active	21,5	33,6	27,3	21,3	33,4	27,0
Taux d'activité	43,2	59,2	49,6	43,0	58,0	49,0
— Selon le sexe						
• Hommes	69,9	80,8	74,3	69,9	79,6	73,8
• Femmes	18,0	38,7	26,3	17,8	37,6	25,7
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	23,9	47,6	34,8	23,9	45,4	33,8
• 25 - 34 ans	59,4	66,6	62,3	58,3	65,7	61,2
• 35 - 44 ans	57,9	71,6	62,8	56,8	71,3	62,0
• 45 ans et plus	37,4	58,8	45,4	38,1	57,9	45,4
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	38,5	61,1	50,4	38,3	60,2	49,8
• Ayant un diplôme	47,5	51,6	48,4	47,2	49,9	47,8
Population active occupée (en milliers)	5 239	5 356	10 595	5 403	5 304	10 707
Taux d'emploi	37,3	57,0	45,2	37,7	56,0	45,0
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total. Dont :						
— Salariés	96,6	56,0	76,1	96,4	57,3	77,1
— Auto-employés	67,9	38,8	57,1	67,5	39,3	57,1
— Auto-employés	32,1	61,2	42,9	32,5	60,7	42,9
Population active occupée sous employée (en milliers)	510	629	1 139	475	552	1 027
Taux de sous emploi	9,7	11,7	10,8	8,8	10,4	9,6
CHOMAGE						
Population active en chômage (en milliers)	816	199	1 015	759	190	949
Taux de féminisation de la population active en chômage	33,7	15,7	30,2	33,1	16,6	29,8
Taux de chômage	13,5	3,6	8,7	12,3	3,5	8,1
— Selon le sexe						
• Hommes	11,4	4,6	8,4	10,5	4,3	7,8
• Femmes	21,1	1,7	9,7	19,2	1,7	9,0
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	33,4	8,1	17,4	32,8	7,5	17,1
• 25-34 ans	19,5	3,7	12,8	18,4	4,1	12,3
• 35-44 ans	7,4	1,7	5,1	5,8	1,7	4,1
• 45 ans et plus	2,8	0,9	1,9	2,3	0,8	1,6
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	7,2	2,3	4,1	6,4	1,8	3,5
• Ayant un diplôme	18,2	9,5	16,2	16,7	10,9	15,4

Source : Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique), Enquête nationale sur l'emploi.

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat

Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma

www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK



البنك المغربي للتجارة الخارجية

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages.....	3
Situation du marché du travail.....	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Août - Septembre 2012 N° 182

BULLETIN MENSUEL

PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

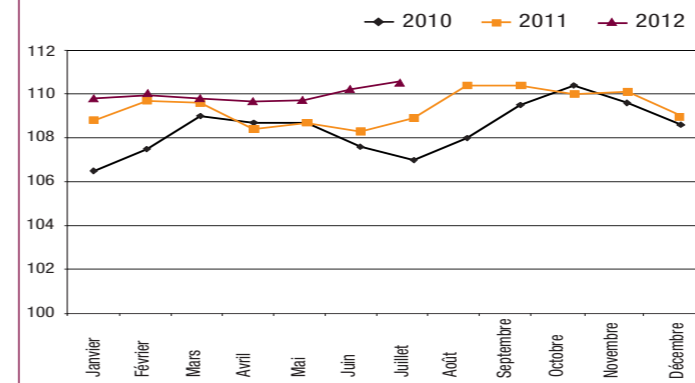
L'indice des prix à la consommation a enregistré, au cours du mois de juillet 2012, une hausse de 0,3% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,7% de l'indice des produits alimentaires et de 0,1% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année

précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,7% au cours du mois de juillet 2012.

Le taux d'accroissement de l'indice moyen des sept premiers mois de 2012, par rapport à celui de la même période de 2011, s'établit à +1,1%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES SEPT PREMIERS MOIS		
	JUN 2012	JUIL. 2012	VAR. %	2011	2012	VAR. %
Produits alimentaires	117,5	118,3	0,7	114,8	117,2	2,1
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	118,0	118,8	0,7	115,2	117,7	2,2
Boissons alcoolisées et tabac	108,5	108,5	0,0	108,3	108,4	0,1
Produits non alimentaires	105,3	105,4	0,1	104,8	105,0	0,2
Articles d'habillement et chaussures	107,8	107,8	0,0	105,4	107,9	2,4
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	105,3	105,3	0,0	104,7	105,2	0,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,3	107,2	-0,1	106,9	107,3	0,4
Santé	103,9	103,9	0,0	103,0	103,7	0,7
Transport	107,8	108,3	0,5	103,0	104,9	1,8
Communication	65,6	65,6	0,0	89,2	70,9	-20,5
Loisirs et culture	97,1	97,0	-0,1	96,4	96,6	0,2
Enseignement	122,1	122,1	0,0	118,5	122,1	3,0
Restaurants et hôtels	113,2	113,1	-0,1	110,5	112,8	2,1
Biens et services divers	110,6	110,7	0,1	108,7	110,5	1,7
Ensemble	110,4	110,7	0,3	108,9	110,1	1,1

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES SEPT PREMIERS MOIS		
	JUN 2012	JUILLET 2012	VAR. %	2011	2012	VAR. %
Agadir	110,0	110,6	0,5	108,3	109,0	0,6
Casablanca	112,1	112,2	0,1	110,1	112,0	1,7
Fès	110,2	110,4	0,2	108,7	109,8	1,0
Kénitra	109,9	110,1	0,2	108,4	109,4	0,9
Marrakech	110,1	111,6	1,4	108,3	109,7	1,3
Oujda	109,3	109,1	-0,2	109,2	108,9	-0,3
Rabat	108,3	108,7	0,4	107,6	107,7	0,1
Tétouan	111,8	111,9	0,1	109,5	112,3	2,6
Meknès	112,3	112,1	-0,2	110,6	111,9	1,2
Tanger	111,2	111,7	0,4	109,9	111,0	1,0
Laâyoune	110,8	111,8	0,9	108,5	110,7	2,0
Dakhla	108,9	111,0	1,9	107,6	108,9	1,2
Guelmim	109,5	110,4	0,8	108,9	109,3	0,4
Settat	111,1	111,2	0,1	109,3	110,9	1,5
Safi	105,3	105,8	0,5	104,3	105,1	0,8
Beni-Mellal	109,8	110,1	0,3	108,2	110,5	2,1
Al-Hoceima	111,3	112,2	0,8	110,3	111,6	1,2
Ensemble	110,4	110,7	0,3	108,9	110,1	1,1

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

À cours du mois de juillet de l'année 2012, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Dakhla avec 1,9%, Marrakech avec 1,4%, Laâyoune avec 0,9% et à Guelmim et AL-hoceima avec 0,8%. En revanche, une baisse a été enregistrée à Oujda et Meknès avec 0,2%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des sept premiers mois de l'année 2012 par rapport à la même période de l'année 2011 des hausses à Tétouan avec 2,6%, à Beni-Mellal avec 2,1%, à Laâyoune avec 2,0%, à Casablanca avec 1,7% et à Settat avec 1,5%. En revanche, une baisse a été enregistrée à Oujda avec 0,3%.

Evolution des variations interannuelles de 2010 à 2012

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	JUILLET/JUILLET(1)	LES SEPT PREMIERS MOIS (2)
2010	1,1	0,7
2011	1,8	0,9
2012	1,7	1,1

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des sept premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	CAMPAGNE AGRICOLE		
	2009/2010	2010/2011*	VAR. %
Agriculture			
Cultures maraîchères de saison			
Superficie (en hectare)	220 763	214 314	-2,9
Production (en tonne)	5 590 004	5 444 270	-2,6

Source : Ministères de l'Agriculture et de la Pêche Maritime

	Situation de janvier à juin		
	2011	2012*	VAR. %
Energie			
Production nette d'électricité (millions de KWh)	11 523	12 883	11,8
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes) ⁽¹⁾	2 492	3 012	20,9
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	8 159	8 898	9,1

(1) Situation de janvier à mai

Sources : ONE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers.

Echanges extérieurs

	Situation de janvier à juin		
	2011*	2012*	VAR. %
Commerce Extérieur (FOB/FOB)			
Exportations (en millions de dirhams)	137 475	144 489	5,1
Biens	86 085	91 599	6,4
dont : Vêtements confectionnés	9 825	9 830	0,1
Services	51 390	52 891	2,9
dont : Voyages	25 458	24 946	-2,0
Importations (en millions de dirhams)	198 916	211 936	6,5
Biens	166 143	176 127	6,0
dont : Produits énergétiques	44 747	49 150	9,8
Solde commercial	-61 441	-67 446	
Taux de couverture (en %)	69,1	68,2	
Recettes M.R.E. (en millions de dirhams)	26 964	27 016	0,2

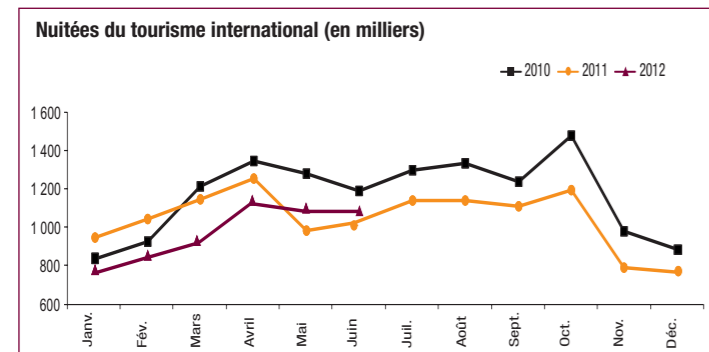
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à juin		
	2011	2012*	VAR. %
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	8 325	8 190	-1,6
dont : Nuitées du tourisme international (en milliers)	6 306	5 906	-6,4

Source : Ministère du Tourisme.

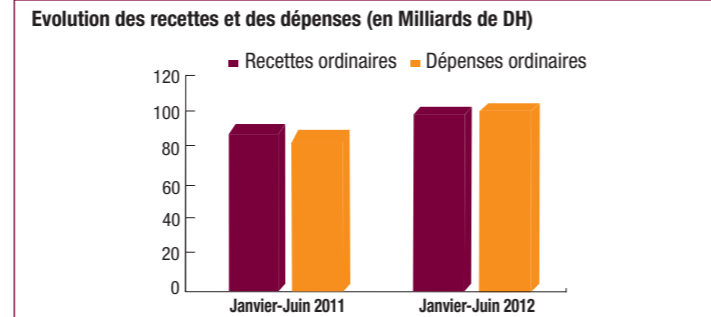


Finances publiques

	Situation de janvier à juin		
	2011 ^R	2012*	VAR. %
(En million de dhs)			
Recettes ordinaires	98 731	101 369	2,7
Dépenses ordinaires	85 686	105 048	22,6
Dettes publiques	10 163	11 550	13,6
Investissement	21 798	20 441	-6,2
Solde des comptes spéciaux du Trésor	6 639	2 486	
Déficit / Excédent global	-2 114	-21 633	

Hors TVA des collectivités locales

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

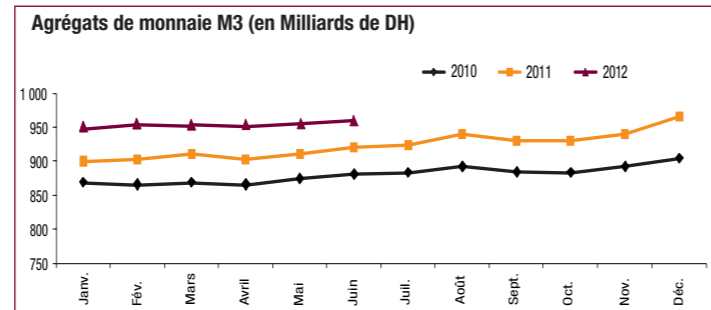


Monnaie

	Situation de janvier à juin		
	2011 ^R	2012*	VAR. %
Agrégats de monnaie M3 (en millions de DH)	914 307	966 335	5,7
Agrégats de placements liquides (en millions de DH)	349 823	352 885	0,9
Contreparties de la monnaie (en millions de DH) ⁽¹⁾	914 307	966 335	5,7
Avoirs extérieurs nets	174 403	140 100	-19,7
Créances nettes sur l'administration centrale	81 707	120 784	47,8
Créances sur l'économie	761 860	831 742	9,2
Ressources à caractère non monétaire	134 134	151 272	12,8
Autres postes nets	14 967	17 154	14,6

(1) Total des contreparties = Avoirs extérieurs nets + Créances nettes sur l'Administration Centrale + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de juin		
	2011 ^R	2012*	VAR. %
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	4 056	8 205	102,3
Capitalisation boursière (en millions de DH)	525 573	472 180	-10,2
Indice MASI	11 510,93	10 053,90	-12,7
Indice MADEX	9 406,18	8 202,90	-12,8
O.P.C.V.M.	15 juin 2012	13 juil. 2012	VAR. %
Nombre	348	350	0,6
Actifs nets (en millions de DH)	242 172	237 039	-2,1

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

RESULTATS DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE AUPRES DES MENAGES

Deuxième trimestre de l'année 2012

Au cours du deuxième trimestre de 2012, l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) a enregistré une baisse de 5,1 points par rapport à son niveau au même trimestre de l'année 2011 et de 2,2 points par rapport au premier trimestre de 2012.

Au deuxième trimestre de 2012, l'ICM (non corrigé des variations saisonnières) a continué sur sa tendance baissière entamée depuis le quatrième trimestre de 2011, enregistrant ainsi la troisième baisse consécutive. Il s'est établi à 80,7 points contre 82,9 points au trimestre précédent et 85,8 points un an auparavant, soient des baisses respectives de 2,2 et de 5,1 points.

1. Evolution des composantes de l'ICM

Cette évolution de l'ICM est le résultat d'une baisse quasi généralisée de ses différentes composantes

• Niveau de vie au Maroc : les ménages s'attendent à une détérioration

L'opinion des ménages concernant les perspectives d'évolution du niveau de vie en général s'est détériorée au deuxième trimestre de 2012 et ce, aussi bien en comparaison avec le trimestre précédent qu'avec le même trimestre de 2011. Le solde de cet indicateur s'est dégradé de 2,2 et 9,1 points respectivement.

Pour ce qui est de l'évolution passée du niveau de vie, l'appréciation des ménages s'est améliorée par rapport au trimestre précédent (solde en hausse de 4,4 points) mais reste en détérioration par rapport au même trimestre de 2011 (-4,8 points).

• Evolution du chômage : opinion toujours pessimiste

Au deuxième trimestre de 2012, 64,4% des ménages anticipent une hausse du nombre de chômeurs pour les 12 mois à venir. Avec 15,8% qui anticipent plutôt une baisse, le solde de cet indicateur s'est établi ainsi à un niveau négatif de -48,6 points, soit une détérioration de 4,5 points par rapport à son niveau un trimestre auparavant et de 2,6 points par rapport au même trimestre de 2011.

• Achat de biens durables : le moment reste inopportun pour la majorité des ménages

Au deuxième trimestre de 2012, 57,8% des ménages considèrent que le moment n'est pas opportun pour faire des achats de biens durables alors que 20,4% pensent le contraire. Le solde relatif à cet indicateur s'est établi ainsi à -37,4 points. Il s'inscrit en baisse de 4,9 points par rapport au trimestre précédent mais reste en légère hausse de 1,6 point par rapport à la même période de 2011.

• Situation financière propre : l'opinion des ménages se dégrade

Au deuxième trimestre de 2012, l'opinion des ménages sur leur situation financière actuelle et sur ses évolutions passée et future se détériore aussi bien par rapport au trimestre précédent que par rapport au même trimestre de 2011.

Concernant leur situation financière actuelle, 57,9% déclarent ajuster leurs dépenses à leur revenu, 36,6% s'endetter ou puiser dans leur épargne et seuls 5,5% déclarent épargner. Le solde de cet indicateur s'est établi ainsi à un niveau négatif de 31 points, en baisse de 5,6 points par rapport au trimestre précédent et de 3,9 points par rapport au même trimestre de 2011.

Pour ce qui est des évolutions passée et future de leur situation financière, les soldes relatifs à ces deux indicateurs enregistrent des baisses de 2,5 points et 0,1 point respectivement par rapport au trimestre précédent et de 7,7 et 9,2 points respectivement par rapport au même trimestre de 2011.

2. Evolution d'autres indicateurs d'opinion des ménages

En plus des sept indicateurs composant l'ICM, l'enquête fournit des données sur les perceptions des ménages relatives à d'autres aspects notamment l'évolution des prix et la capacité des ménages à épargner.

• Prix des produits alimentaires : forte anticipation d'une hausse

Les ménages ont le sentiment que les prix des produits alimentaires ont augmenté et qu'ils augmenteront davantage au cours des 12 prochains mois. Au deuxième trimestre de 2012, plus de neuf ménages sur dix (91,6% contre 92,4% au trimestre précédent et 89,4% un an auparavant) pensent que les prix des produits alimentaires ont augmenté dans le passé et plus de sept sur dix (73,4% contre 72,3% et 66,6% respectivement) pensent qu'ils continueront à augmenter dans le futur.

• Capacité d'épargne : les ménages toujours pessimistes

Les ménages sont toujours pessimistes quant à leur capacité à épargner dans les mois à venir, 81,8% d'entre eux pensent ne pas pouvoir épargner au cours des 12 prochains mois. Cette proportion est restée quasi stable au cours des derniers mois (81,3% au premier trimestre de 2012 et 81,7% au cours du deuxième trimestre de 2011).

Ci-joint les détails des différents indicateurs :

Evolution de l'ICM et de ses composantes

Indicateur	2008				2009				2010				2011				2012	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Indicateur résumé ICM	85,9	77,7	75,6	80,1	76,9	77,6	79,1	79,5	80,1	78,8	78,6	74,7	78,4	85,8	86,5	84,5	82,9	80,7
Perspectives d'évolution du nombre de chômeurs	-52,1	-56,6	-51,6	-51,1	-51,0	-59,1	-57,9	-57,5	-59,2	-61,0	-56,1	-52,3	-52,4	-46,0	-41,0	-41,6	-44,1	-48,6
Evolution passée du niveau de vie en général	-10,4	-25,2	-31,1	-29,4	-36,7	-29,1	-25,7	-26,5	-25,7	-28,6	-27,9	-37,2	-26,1	-17,0	-13,4	-20,2	-26,2	-21,8
Perspectives d'évolution du niveau de vie en général	14,4	-11,5	-21,4	-3,5	-9,3	-3,5	0,1	2,2	0,4	2,7	0,2	-11,4	-1,9	18,1	11,9	13,1	11,2	9,0
Opportunité d'achat	-30,0	-34,3	-37,5	-39,1	-41,8	-46,5	-43,4	-42,6	-34,8	-37,5	-36,0	-44,3	-39,9	-39,0	-36,4	-38,5	-32,5	-37,4
Situation financière actuelle des ménages	-33,0	-32,9	-34,4	-33,1	-31,3	-26,9	-28,3	-25,3	-27,5	-27,6	-30,0	-28,1	-30,6	-27,1	-24,3	-25,7	-25,4	-31,0
Evolution passée de la situation financière des ménages	-11,8	-11,4	-11,7	-9,5	-18,4	-13,4	-8,3	-11,0	-10,0	-7,9	-7,5	-12,8	-10,5	-8,9	-6,4	-9,8	-14,1	-16,6
Evolution future de la situation financière des ménages	23,9	15,6	16,6	26,7	26,8	22,0	17,5	17,1	17,8	11,8	7,8	9,4	10,2	20,4	15,1	14,0	11,2	11,1
Autres soldes																		
Evolution future des prix des produits alimentaires	-74,1	-77,7	-78,9	-49,7	-34,9	-33,5	-50,9	-47,9	-46,5	-56,8	-62,2	-70,2	-73,4	-58,8	-72,6	-73,0	-69,8	-71,5
Evolution passée des prix des produits alimentaires	-93,6	-95,9	-98,0	-96,2	-94,0	-87,2	-85,7	-83,3	-79,5	-87,8	-89,7	-90,9	-95,5	-87,2	-89,9	-92,5	-91,6	-91,1
Capacité à épargner des ménages dans les mois à venir	-61,2	-61,3	-60,7	-56,7	-56,8	-57,1	-57,8	-58,5	-56,6	-61,1	-67,6	-66,6	-61,7	-63,3	-64,9	-64,7	-62,5	-63,5

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la statistique), Enquête de conjoncture auprès des ménages.